

Article 21 du Règlement

Si le gouvernement se soucie de notre avenir, il doit prendre des mesures pour remédier à la pauvreté des enfants. Il devrait rétablir la pleine indexation des allocations familiales, prévoir des exemptions de l'impôt sur le revenu qui tiennent compte des frais réels encourus pour élever des enfants, et établir un crédit d'impôt pour enfants qui ne soit pas seulement symbolique.

* * *

LE SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ

LE TEMPS D'ATTENTE POUR OBTENIR DES AUTORISATIONS DE SÉCURITÉ

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, il faut, chose incroyable, neuf mois au SCRS pour délivrer des autorisations de sécurité. Il y a un énorme arriéré.

Ces délais interminables causent des difficultés excessives aux autres ministères gouvernementaux ainsi qu'aux entrepreneurs qui travaillent à des projets comme le Système d'alerte du Nord. Des personnes doivent attendre des mois avant de pouvoir occuper les postes promis.

Cette situation frise l'intolérable, et je demande au solliciteur général (M. Kelleher) de prendre immédiatement des mesures pour y remédier.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LE BUREAU DE POSTE DE VIKERS HEIGHTS

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, la responsable du bureau de poste de Vickers Heights prend sa retraite bientôt. Les Postes ont l'intention de fermer ce bureau de poste et de le remplacer par des boîtes aux lettres collectives, des superboîtes aux lettres ou un établissement de vente au détail si elles peuvent en trouver un.

Le 20 avril, les Postes ont invité tous les habitants de Vickers Heights à une réunion destinée à examiner les solutions qui se présentaient. Mais ce n'était là qu'un prétexte. Elles n'avaient nullement l'intention d'examiner l'unique solution désirée par les habitants, qui est d'éviter la fermeture du bureau de poste.

Les représentants des Postes ont prétendu à la réunion qu'ils doivent réduire le déficit et qu'ils ont décidé d'y parvenir en fermant des bureaux de poste. Mais ils refusent carrément de dire si le bureau de poste de Vickers Heights était déficitaire. Ils n'ont pas voulu expliquer pourquoi il n'est pas possible de conserver le bureau de poste de Vickers Heights. C'est sans doute qu'ils n'ont pas de réponse raisonnable à donner.

Les 200 habitants qui ont assisté à la réunion ont manifesté leur colère en quittant la salle, et ils avaient raison. Cette réunion était censée servir à consulter les habitants, mais il s'agissait de bien autre chose. Les Postes avaient déjà pris leur décision.

Il est temps que la Société canadienne des Postes cesse de traiter de haut les Canadiens des petites localités avec ses manières arrogantes et hypocrites. Il est temps qu'elle s'occupe plutôt de servir les Canadiens.

* * *

[Français]

LES PARTIS POLITIQUES

LA DETTE DU PARTI LIBÉRAL

M. Gilles Bernier (Beauce): Monsieur le Président, je veux faire écho à un éditorial de *La Presse* du 16 avril, signé Frédéric Wagnière, et je cite quelques entrefilets: «Parti à vendre». Le domaine financier où l'on fait le plus appel à l'imagination et à la créativité est sans aucun doute, monsieur le Président, le financement des partis politiques. Même dans ce domaine parfois si fantaisiste, on n'a jamais entendu une idée aussi saugrenue que celle émise par M. Iseman, ancien président de l'aile ontarienne du parti libéral de l'Ontario du Canada.

Ce parti a une dette d'environ 6 millions de dollars, et deux banques créancières ont refusé de prêter davantage. Monsieur Iseman estime que d'autres banques devraient prendre la relève. Le pays a besoin du parti, a-t-il dit. L'industrie bancaire a besoin du parti. Tout le monde industriel a besoin du parti, a-t-il dit. Ce langage est indigne d'un grand parti. Admettons que les banques lui prêtent tout l'argent dont ils ont besoin, monsieur le Président. Comment le parti compte-t-il les rembourser? Serait-ce avec des faveurs spéciales lors de la prochaine révision de la Loi sur les banques? Où est le sérieux de ce parti? Où est sa crédibilité? Qu'en dit le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau), ex-banquier au Québec? Monsieur le chef de l'opposition (M. Turner), comment voulez-vous administrer le pays quand vous ne pouvez même pas administrer votre parti!

* * *

• (1410)

[Traduction]

LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

L'ANNONCE D'UN PAIEMENT PROVISOIRE

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, le paiement provisoire de stabilisation du grain de l'Ouest annoncé vendredi dernier est vraiment une bonne nouvelle pour les producteurs qui participent au programme. Ce sera la quatrième année de suite que ce paiement sera effectué aux producteurs, pour les aider à payer les semences de la campagne qui débute, et c'est le résultat direct des modifications que notre gouvernement a apportées à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest en février 1985.